Prix Goldman pour l'environnement 2008

Partage international nº 239 – Juillet 2008

Des militants verts récompensés

Le prix Goldman, destiné à encourager les militants travaillant à la jointure de l'écologie et des droits de l'homme, a été décerné à deux Equatoriens engagés dans un bras de fer juridique avec Texaco-Chevron (géant pétrolier), pour la pollution massive de la région dont elle s'est rendue coupable.

Autres lauréats : un musicien du Mozambique pour son action en faveur de l'hygiène ; un fermier mexicain qui combat les méthodes agricoles modernes ayant provoqué un fort appauvrissement des sols, et s'inspire des techniques indiennes traditionnelles ; une Portoricaine, qui se bat pour préserver de vastes écosystèmes marécageux de son pays ; une Russe qui se consacre à la protection du lac Baïkal ; enfin, un biologiste belge qui a fait ouvrir le premier et unique parc naturel de son pays.

Duel en Amazonie

En Amazonie équatorienne, l'une des forêts du monde les plus riches par sa biodiversité, Pablo Fajardo Mendoza et Luis Yanza ont créé l'association *Frente de Defensa de la Amazonia* (FDA) pour mener la *class action* qu'ils ont lancée contre la firme pétrolière Chevron, ex-Texaco, au nom des 30 000 habitants de cette région sinistrée (province de Sucumbíos, à 600 km au nord-est de Quito). Ils accusent la multinationale d'avoir déversé dans la zone, au cours de ses vingt trois ans d'exploitation, 640 000 hectolitres de brut et 700 millions d'hectolitres d'eaux usées. C'est l'avocat Fajardo, issu d'une des communautés lésées, qui s'est fait le porte-parole des plaignants.

Premier et principal investisseur pétrolier dans les années 1970-1980, Texaco a construit une bonne partie de l'infrastructure pétrolière du pays. Mais au lieu de réinjecter dans le sous-sol les eaux dites de séparation mêlées au brut extrait, le groupe américain s'est contenté de creuser des centaines de bassins pour y stocker ses déchets toxiques. Ceux-ci se sont peu à peu infiltrés dans la nappe phréatique et ont contaminé les rivières.

La multinationale, qui a quitté l'Equateur en 1992, a laissé derrière elle ce que les experts et les habitants qualifient de désastre écologique majeur (dégâts évalués à trente fois ceux de l'Exxon Valdez).

Les premiers effets de cette catastrophe sur la santé apparaissent au milieu des années 1970 et n'ont cessé de se multiplier depuis, d'autant qu'une bonne part des habitants de la région continuent, à ce jour, à boire l'eau contaminée et à vivre à proximité des déchets (boue, goudrons…), qui s'infiltrent partout : maladies de peau, affections respiratoires aiguës, troubles de la reproduction, et un taux de cancer de la rate estimé à sept fois supérieur à celui du reste de la population du pays. A quoi il faut ajouter la déforestation, estimée à plus de 800 000 hectares.

Après une dizaine d'années de batailles juridiques auprès des différentes cours de justice américaines, P. Fajardo et son équipe d'avocats sont parvenus, en 2003, à faire juger Texaco-Chevron par un tribunal équatorien, où il demande que la dépollution de la région soit toute entière confiée à l'entreprise. Cette dernière reconnaît bien la pollution et son étendue, mais considère qu'elle n'est en aucun cas responsable de ses effets sanitaires sur les habitants. P. Fajardo et L.Yanza ont réussi à faire de cette affaire une cause nationale. Le juge a demandé à un expert indépendant l'évaluation des dommages. Jugement attendu pour 2008.

Des sanitaires écologiques pour le Mozambique

Feliciano dos Santos, Mozambicain, convaincu qu'aucun projet de développement ne pourrait aller très loin en l'absence d'infrastructures sanitaires et de fourniture d'eau adéquates, s'est lancé depuis quelques années dans l'équipement en toilettes de sa province natale, le Niassa, grâce à un cocktail original de tournées de spectacles de musique et de danses (avec son groupe, Massukos), de travail de terrain et de technologie innovante.

Avec *Estamos*, l'ONG qu'il dirige, il installe pour les communautés de villageois, et en collaboration avec eux, outre des toilettes, des dispositifs de fourniture d'eau potable ; il travaille également à jeter les bases d'une agriculture durable ainsi qu'à lancer des projets de reforestation et, enfin, soutient les initiatives menées dans le cadre de la lutte contre le sida.

Les toilettes (baptisées EcoSans) ont été conçues autour de trois critères : être bon marché, écologiques et susceptibles de s'inscrire dans une politique plus générale de développement durable – en l'occurrence, la technique mise au point transforme les excréments humains en engrais riches en nutriments. Plus concrètement, une famille donnée utilisera un EcoSans pendant un certain nombre de mois, ajoutant de la terre et des cendres après chaque usage. Puis on brûlera la fosse et on la laissera reposer environ huit mois, et la famille s'en construira une nouvelle. Durant ces huit mois, les gènes pathogènes auront laissé la place à un engrais particulièrement riche que l'on pourra épandre dans les champs.On a constaté, dans la population utilisant ce système, une baisse importante des affections, une augmentation de 100 % de la production agricole et une meilleure rétention des sols. Et, par voie de conséquence, une stabilisation et un plus grand dynamisme de la population, qui voit peu à peu s'éloigner le spectre de la pauvreté.

Agriculture durable au Mexique

Les terres de la province de Mixteca (Etat d'Oaxaca), avaient le triste privilège d'être parmi les plus érodées de la planète. Jesus León Santos, refusant de voir sa région natale dépérir de la sorte, a décidé de lancer un programme de renouvellement des sols et de développement économique basé sur les pratiques agricoles ancestrales locales.

L'adoption par les petits fermiers de la région, dans les années 1980, de semences de maïs gourmandes en intrants chimiques avait, en effet, provoqué une chute des récoltes et un épuisement du sol importants. De plus, l'entrée en vigueur de l'Alena (Accord de libre-échange Nord-Américain) et les subventions des Etats-Unis à leurs céréaliers ont engendré une chute des prix, au point que nombre d'agriculteurs mexicains n'ont plus été en mesure de se fournir en engrais et autres pesticides que les nouvelles variétés requéraient. Les Mixtecans ont dû par milliers quitter leurs terres.

C'est pourquoi, au début des années 1980, J. León a entrepris de mobiliser ses collègues pour reboiser systématiquement la région. Il a, pour ce faire, cofondé le Centro de Desarollo [développement] Integral del Campesino de la Mixteca (Cedicam).

Plus de vingt ans de travail de terrain ont produit des résultats significatifs pour la région. Fermiers et habitants plantent annuellement jusqu'à 200 000 arbres locaux. J. León aide aussi les diverses communautés à retrouver les traditions pré-hispaniques spécifiques contre l'érosion : installation de barrières ou de haies pour éviter les glissements de terrain (en particulier en essayant de repérer les anciens emplacements), creuser des fossés de drainage, etc.

Tous ces efforts commencent à payer, comme le montrent les pentes de collines qui reverdissent, les aquifères qui se remplissent à nouveau, ainsi que le ralentissement de l'exode des paysans, qui peuvent dorénavant nourrir leurs familles. J. León et le Cedicam travaillent avec plus de 1 500 d'entre eux, répartis en douze communautés. Ensemble, ils ont planté plus de deux millions d'arbres et reboisé plus de 1 000 hectares. En certains endroits, la production s'est accrue de 50 %. Tous sont passés des engrais et autres pesticides industriels aux fertilisateurs de terreau et à des variétés de semences issues de la région. Ils reviennent dans le même mouvement à la consommation des produits locaux et au régime alimentaire traditionnel. Le modèle créé par J. León a aujourd'hui de nombreux émules, non seulement au Mexique, mais dans le monde entier.

Protéger les marécages de Porto Rico

A Porto Rico, à l'ombre des usines polluantes et des entrepôts de Catano, Rosa Hilda Ramos continue à animer le mouvement grâce auquel elle a réussi à assurer une protection permanente à une partie importante des 490 ha de Las Cucharillas Marsh, l'un des derniers espaces verts et l'un des plus vastes marécages de la région. Cette zone humide abrite nombre d'oiseaux aquatiques de l'île et permet aux gens de la région de souffler et de s'aérer, heureux de s'éloigner pour un temps de la zone industrielle compacte qui les environne. Sa mangrove et ses marais sont essentiels pour mettre Catano à l'abri des fréquentes menaces d'inondation.

Dans les années 1990, Catano avait les taux les plus élevés de maladies respiratoires et de cancer de Porto Rico. Première responsable, la pollution de l'air causée par les centrales électriques voisines, gérées par la Puerto Rico Electric Power Authority (PREPA). L'Agence de protection de l'environnement des Etats-Unis (EPA) connaissait les niveaux de pollution de Catano et avait informé le gouvernement de Porto Rico des risques sanitaires qu'ils faisaient peser sur sa population. Mais rien n'ayant été entrepris, R. Ramos s'était aperçue à l'occasion de la mort (d'un cancer) de sa mère en 1990 que nombre de ses voisins souffraient de problèmes de santé semblables. Avec d'autres membres de sa communauté, elle a alors fondé *Communities United Against Contamination* (CCCo) l'année suivante et, ensemble, ils portèrent plainte directement auprès

des services officiels de santé portoricains sur la base des recommandations qu'avaient faites l'EPA. Résultat : la PREPA fut condamnée pour infraction aux lois sur l'environnement. Mais en 1993, elle n'était toujours pas parvenue à réduire ses émissions toxiques. R. Ramos et les CCCo lui intentèrent un procès, qu'ils gagnèrent. La compagnie fut condamnée à verser une amende de sept millions de dollars. En 1999, les mêmes obtinrent de l'EPA qu'elle utilise 3,4 millions de dollars de cette somme pour acquérir, aux fins de protection, Las Cucharillas Marsh. Ce pas, aussi important fut-il, ne leur parut pas suffisant. Aussi formèrent-ils une association avec le but de mettre au point des stratégies pour étendre la part de la propriété publique des « Marshs », ce qu'ils firent en 2007, où ils achetèrent 120 ha supplémentaires.

R. Ramos a aujourd'hui obtenu du gouverneur de l'Etat la publication d'un décret faisant de Las Cuchillas une zone protégée, statut qui sera bientôt transformé en Réserve naturelle [équivalent, pour l'Europe, de Parc national].

Au secours du lac Baïkal

Marina Rikhvanova vient de mettre un terme aux projets du gouvernement qui voulait construire un oléoduc à travers l'une des zones marécageuses les plus importantes de Sibérie. Elle s'attaque désormais aux plans d'implantation de centrales nucléaires dans la même région.

Le lac Baïkal détient 20 % de l'eau douce non gelée de la planète. Son âge (c'est le doyen des lacs du monde) et son isolement ont créé une des collections les plus riches et les plus extraordinaires de flore et de faune d'eau douce, dont 1 700 espèces végétales et animales endémiques. Elle fait partie du Patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1996.

En 2002, le gouvernement russe avait annoncé sa volonté de construire un oléoduc d'une longueur d'environ 3 200 km, en Sibérie orientale, jusqu'à un terminal pétrolier de la côte pacifique via le bassin du lac. En 2005, la compagnie pétrolière nationale avait même prévu de le faire passer à un km du lac, malgré les risques d'accidents et de fuite que cela ferait inévitablement courir à la région. M. Rikhvanova, co-fondatrice et co-présidente de l'ONG *Baikal Environment Wave* avait aussitôt lancé une campagne nationale et internationale pour protéger cette zone.

Malgré un climat intérieur de plus en plus répressif, elle organisa des manifestations et obtint 20 000 signatures, tout en s'assurant le soutien actif d'organisations internationales. En avril 2006, le président Poutine ordonna d'éloigner le parcours de l'oléoduc des zones environnementalement sensibles.

Malgré la très forte vigilance citoyenne entourant la région, les menaces sur le lac n'ont cependant pas disparues. En 2006, le gouvernement a annoncé son intention de construire à proximité un centre d'enrichissement d'uranium sous prétexte qu'il existait à 70 km de là des installations nucléaires – un prétexte, dans la mesure où ce centre serait destiné à traiter l'uranium d'autres pays. Une fois l'uranium reçu enrichi, seul 10 % du matériau serait réexpédié à l'expéditeur, les 90 % restant devant être stockés sur place. On imagine sans peine les risques que font courir sur la santé des populations et sur l'environnement le transport et le stockage… R. Rikhvanova a donc lancé une nouvelle campagne pour mettre fin au projet, et demande notamment une étude indépendante sur son impact écologique.

Création du premier parc national belge

Au terme de plusieurs années de combat opiniâtre, Ignace Shops est parvenu à créer le premier et seul parc national de son pays, grâce à l'action conjointe du secteur privé, des autorités de la région et de l'Union européenne (UE), des instances locales et des ONG.

Le Limbourg, province du nord-est de la Belgique, renferme de vastes zones boisées et de sapinières, des prairies remarquables par leur flore ainsi qu'une faune comprenant des espèces rares et uniques. A quoi il faut ajouter les cicatrices et les traces profondes laissées par l'exploitation minière (charbon) intensive dont elle a fait l'objet au XXe siècle. En 1990, les autorités ont fermé plusieurs puits, et mis sur le carreau 40 000 mineurs. Pour sortir cette région de son état de sous-emploi, des industriels avaient projeté d'implanter des sociétés et des usines dans le Hoge Kempen, région naturelle située près des anciens sites miniers. Ce qui laissait très peu d'espaces verts dans la province, d'où un conflit entre tenants de la protection de la nature et tenants du développement économique.

En 1990, pour faire face aux pressions exercées par le secteur industriel, la plus importante compagnie charbonnière du pays en partenariat avec la principale ONG belge de protection de la nature, créèrent la Regionaal Lansschap Kempen und Maasland (RKLM). Le but était de conserver le paysage naturel de la province tout en créant des emplois et en en stimulant le développement économique.

C’est précisément dans cette optique qu’en 1997, I. Shops, herpétologue et conservateur (musée, zones naturelles…) et un groupe d’amis se sont associés à la RKLM pour lancer une campagne destinée à faire obtenir à une partie du Limbourg le statut de Parc national. Après six ans de lobbying intensif, au cours desquels ils ont levé près de 60 millions d’euros, auprès des secteurs public et privé – I. Shops ayant été nommé entre temps à la direction de l’ONG – aboutirent, début 2006, à l’ouverture du Parc national Hoge Kempen.

Ce parc, qui s’étend sur près de 6 000 hectares et englobe six municipalités, a dores et déjà créé 400 emplois sur place et contribué de manière significative à l’amélioration des revenus de la région, en particulier par le tourisme. L’Union internationale pour la conservation de la nature prévoit de le proposer comme modèle de création et de financement d’un parc national aux autres pays, non seulement en Europe, mais aussi dans le monde.

Thématiques : environnement
Rubrique : Divers